

# Le pétrole à 250 dollars le baril en cas de sanctions contre l'Iran

**Le prix du pétrole grimpera à 250 dollars le baril si les Etats-Unis et l'Europe décident des sanctions sur l'achat du pétrole iranien, a prédit le chef de la commission économique du Parlement iranien, Arsalan Fathipour, cité hier par le quotidien Kayhan.**

«Si les Etats-Unis et certains pays européens imposent des sanctions contre le pétrole et le gaz iranien, le prix du baril du pétrole grimpera à 250 dollars», selon M. Fathipour.

L'Union européenne a élargi jeudi la liste des sociétés et des

personnalités iraniennes touchées par les sanctions visant le programme nucléaire iranien controversé, et a annoncé l'étude de nouvelles mesures contre les secteurs pétrolier et financier de l'Iran. La France et l'Allemagne souhaitent notam-

ment imposer un embargo sur l'achat de pétrole iranien.

La Chine, l'Inde, le Japon, la Corée du Sud et la Turquie sont les principaux acheteurs de pétrole iranien, mais Téhéran vend tout de même quelque 450 000 barils/jour (près de 18% de ses exportations) aux pays de l'Union européenne, essentiellement l'Italie, l'Espagne et la France, selon les chiffres du Département américain à l'Energie (EIA).

Dans le même temps, le Sénat américain a voté jeudi des sanctions contre la Banque centrale iranienne qui contrôle les transactions sur le pétrole, malgré les réticences de l'administration du président Barack Obama qui craint des perturbations sur le marché pétrolier.

Les tensions autour de l'Iran, deuxième producteur de l'Opep après l'Arabie saoudite, ont fait monter le prix du pétrole ces derniers jours.

## SOUDAN DU SUD

# L'investissement étranger tourne à l'exploitation des terres

**Dans le principal marché de Bentiu, Mary James passe sa main dans du gros mil dont le prix a quadruplé ces derniers mois, espérant que les étrangers qui se lancent dans des cultures à grande échelle vont mettre fin à la pénurie alimentaire au Soudan du Sud.**

«Si ces gens viennent investir dans l'agriculture pour en faire bénéficier les gens, c'est bien. Parce qu'il n'y pas d'infrastructure, on n'a même pas les semences», explique-t-elle. «Sinon, on aurait pu très bien cultiver nous-mêmes», insiste James, employé au ministère de l'Agriculture.

Indépendant depuis juillet, le Soudan du Sud, qui regorge de pétrole mais est largement sous-développé, est sorti exsangue de décennies de conflits avec le Nord, avec un tiers de sa population menacé par la faim et seulement 4% de ses terres fertiles cultivées.

Les autorités ont donc eu recours à des entreprises étrangères pour relancer la production. Selon un rapport de l'organisation humanitaire Norwegian People's Aid (NPA)

en mars, 9% du territoire sud-soudanais ont été affectés à des investissements à grande échelle à travers 28 accords ces dernières années.

Pour le seul Etat d'Unité (nord), dont Bentiu est la capitale, plus d'un million d'hectares de terres ont été loués de cette manière.

Mais selon les agences humanitaires, la plupart des contrats signés dans les années précédant l'indépendance portent sur des cultures pour l'exportation, en particulier pour le biocarburant.

Le nouveau gouvernement indépendant a donc commencé à remettre en question la légalité de ces contrats, qui n'apportent rien aux habitants des zones concernées et qui ont souvent été signés sans leur accord.

Pour Jeremiah Swaka, sous-secrétaire au ministère de la Justice, les habitants dont les terres ont été louées peuvent parfaitement contester les contrats, qui ont été signés sous l'égide d'une loi agraire bâclée adoptée en 2009 et en cours de révision.

Le sujet va devenir d'autant plus sensible que la plupart des investisseurs ne se sont pas encore manifestés sur le terrain, explique Nina Pedersen, de l'organisation NPA.

Pour inciter vendeurs et investisseurs à la prudence, elle rappelle la fureur des habitants d'un comté du sud du pays placés face à un vieux contrat portant sur l'exploitation de leur région.

«Ils ont menacé de tuer le chef qui avait signé l'accord» et ils ont obtenu du président sud-soudanais Salva Kiir l'annulation du contrat.

Le gouvernement a mis en place en février une nouvelle politique agraire, mais selon

David Gosney, un économiste de l'organisation USAID, elle se heurte au fait qu'au Soudan du Sud, savoir à qui appartiennent les terrains et qui a le droit de les vendre est toujours sujet à interprétation.

«Les seuls terrains vraiment délimités sont à Juba et dans peut-être deux autres villes», explique-t-il.

Face à ce flou, la loi de 2009 a fait du gouvernement le «curateur» des terres, ouvrant la voie à une exploitation endémique, selon M. Swaka.

Les entreprises sur le terrain cherchent donc à exploiter les terres au maximum afin de rentabiliser leur investissement avant que la justice n'ait le temps de se prononcer, quitte à fragiliser l'équilibre de ces territoires longtemps réservés aux pâturages.

«En ce moment, les gens avec qui nous parlons nous disent que leurs projets sont conçus pour rembourser leurs investissements en deux ans», explique M. Gosney.

## Des agents US ont blanchi de l'argent pour infiltrer les cartels mexicains

Des agents américains ont participé au transfert et au blanchiment de millions de dollars d'argent de la drogue dans le cadre de la lutte contre les sanglants cartels mexicains, a rapporté hier le *New York Times*.

Citant des agents, ex-agents et des responsables, le journal indique que des membres des forces de l'ordre américaines, notamment de l'administration antidrogue fédérale américaine (DEA), ont fait passer illégalement la frontière à des centaines de milliers de dollars en liquide et déposé d'importantes sommes sur des comptes indiqués par les trafiquants, ou ouverts par les agents eux-mêmes à cette fin.

Les opérations devaient permettre, selon les responsables cités par le journal, de mettre à jour les circuits de transfert et de blanchiment d'argent, et, de façon encore plus importante, de chercher à identifier leurs dirigeants.

Une fois le processus d'infiltration lancé, la DEA peut laisser se poursuivre les trafics pendant des mois ou des années, le temps d'arriver à ses objectifs, souligne le journal.

La DEA, qui a déjà mené des opérations semblables dans d'autres pays, n'emploie de telles méthodes au Mexique que depuis quelques années, souligne le *New York Times*, relevant que les responsables de la DEA refusent d'évoquer publiquement ces opérations, de crainte de les mettre en péril. Mais Michael Vigil, un ancien responsable passé depuis au secteur privé, cité par le journal, souligne que «nous essayions que ces opérations soient toujours supervisées de près. Les agents ne faisaient pas du blanchiment pour faire du blanchiment».

Le Mexique est en proie à une véritable guerre de la drogue, qui a fait plus de 45 000 morts depuis fin 2006, quand le gouvernement a envoyé l'armée combattre les cartels, qui ont de leur côté multiplié les tueries.

# Sarkozy-Merkel, quatre ans et demi d'un mariage de raison agité

**Au cœur des efforts de sauvetage de la zone euro, le couple formé par Angela Merkel et Nicolas Sarkozy peine à définir un projet commun de réforme des traités européens, énième épisode de la relation compliquée entretenue depuis 2007 par le président et la chancelière.**

C'est l'histoire d'une union forcée. Avec ses hauts et ses bas, ses déclarations d'amour et ses coups de gueule. Mais un mariage contraint à la réussite. Nicolas Sarkozy en a résumé les termes jeudi soir à Toulon.

«Chacun a son histoire, ses blessures (...) ses institutions, sa culture, sa conception de la Nation», a-t-il résumé, mais «l'Allemagne et la France ont fait le choix de la convergence, je ne reviendrai jamais sur ce choix.»

Après les couples «mythiques» de Gaulle-Adenauer, Mitterrand-Kohl ou Chirac-Schroeder, celui formé depuis près de cinq ans par Nicolas Sarkozy et Angela Merkel paraissait, au moins sur le papier, comme le plus improbable. A prio-

ri, rien de commun entre le Français, vibronnant et bravache, et l'ex-Allemande de l'Est, toute de rigueur et de retenue.

Les premiers pas des deux dirigeants sont plutôt réussis. Juste après son entrée en fonction, le président et la chancelière, qui appartiennent à la même famille politique de la droite européenne, règlent l'épineuse question de la gouvernance du géant franco-allemand EADS. Mais très vite, la presse allemande bruisse d'échos sur les tensions ou incompréhensions apparues entre les deux dirigeants.

L'Elysée répond en soulignant la «bonne ambiance» des réunions bilatérales. Tout au plus, les proches du président concèdent alors que les débuts ont été

«difficiles». Mais s'empressent d'ajouter que «les choses vont mieux».

Angela Merkel, 57 ans, «est la femme rationnelle, qui ne se laisse pas tellement diriger par son tempérament», résume son biographe Gerd Langguth, «Sarkozy (56 ans) est quelqu'un de très impulsif et qui aime bien donner l'impression qu'il domine, ce qui passe mal avec Merkel, non pas parce qu'elle n'aime pas Sarkozy, mais parce qu'elle ne s'en laisse pas conter par les hommes».

Quelques mois plus tard, ces difficultés se doublent d'une vraie crise autour de l'Union pour la Méditerranée, qui enthousiasme peu la chancelière. Le projet français est finalement amendé mais le malaise persiste.

Les premiers contrecoups de la crise financière grecque en 2010 font ressurgir les tensions. Paris plaide pour un gouvernement économique européen mais Berlin rechigne et s'accroche,

déjà, à la sacro-sainte indépendance de la Banque centrale européenne (BCE).

Dans le huis clos des entretiens, déjeuners et dîners qui les réunissent désormais au moins une fois par mois au chevet de la zone euro, leurs discussions sont souvent tendues.

En petit comité, le Français ne cache pas son agacement face aux atermoiements de sa partenaire. «Je ne veux rien dire qui nous sépare de l'Allemagne mais ils nous ont fait quand même perdre un maximum de temps», confiait-il récemment en petit comité. «Elle ne bouge que lorsqu'elle est au bord du précipice», abonde un ministre français.

Mais publiquement, la solidité du couple franco-allemand a été érigée en dogme absolu. «Nous n'avons pas d'autre solution que nous entendre», répète volontiers le Français. Pour éviter tout «couac», les deux dirigeants ont même échangé, en amont, leurs

discours de Toulon et du Bundestag.

Sur la forme aussi, tout est fait pour accréditer l'idée d'un couple uni. Au milieu des tractations du dernier sommet européen, une photo de la chancelière offrant au président un ours en peluche pour sa fille Giulia, qui vient de naître, a opportunément illustré leur complicité.

«La crise les a poussés à se rapprocher», relève M. Langguth. «A mon sens, Merkel a moins besoin de Sarkozy d'un point de vue politique que Sarkozy n'a besoin d'elle, car l'économie française souffre actuellement et qu'il a des élections l'an prochain.»

Malgré leurs désaccords, le président et la chancelière présenteront la semaine prochaine leur «initiative commune» de révision des traités européens. En dépit des critiques de la gauche française qui déplore que ce soit «M<sup>me</sup> Merkel qui décide et M. Sarkozy qui suit».